



Gif-sur-Yvette, le

28 MARS 2024

LIEU DE VIE PARIS-SACLAY
13 bis rue Joliot Curie
91190 GIF-SUR-YVETTE

DAST

Affaire suivie par Monsieur HAMDI

☎ 01.70.56.53.40

techniques@mairie-gif.fr

LB

A l'attention de Monsieur Nicolas SEHIER
Directeur

Lettre recommandée avec A.R.

Objet : Prescriptions à la suite de la Commission Communale de sécurité

Monsieur,

Les membres de la Commission Communale de sécurité ont procédé, le 13 mars 2024, à la **visite périodique** de l'établissement Lieu de Vie Paris-Saclay, situé 13 bis rue Joliot Curie et ont émis un **AVIS FAVORABLE** à la poursuite de l'activité.

Cependant, je vous demande de bien vouloir prendre les dispositions qui s'imposent et de réaliser les prescriptions inscrites dans le procès-verbal de cette commission en collaboration avec le service du bâtiment.

OBSERVATIONS PERMANENTES :

1 - Lever les observations mentionnées dans les rapports de contrôle visés à la section « installations électriques, gaz, moyens de secours » et transmettre au secrétariat de la Commission de sécurité (Mairie - services techniques) les pièces administratives attestant la réalisation des travaux de mise en conformité correspondants (Art. R. 143-41 et R. 143-34 du CCH).

Remarque : les pièces administratives mentionnées ci-dessus devront être constituées par des lettres de levée de réserves établies soit par des personnes ou des organismes agréés par le ministre de l'Intérieur, soit par les techniciens compétents ayant réalisé les travaux de mise en conformité. Dans tous les cas, il est impératif que les levées des réserves fassent référence explicitement* aux observations mentionnées sur le rapport de contrôle sur la base duquel les travaux de mise en conformité ont été réalisés, et qu'elles soient accompagnées d'un état récapitulatif des observations non levées.

(*) : numéro de l'observation ou formulation de celle-ci, date et numéro de référence du rapport, nom de l'organisme ayant réalisé le rapport.

📌 **Rappel**



MAIRIE DE GIF-SUR-YVETTE

9, square de la Mairie - 91190 Gif-sur-Yvette

Tél. : 01 69 18 69 18 - Courriel : contact@mairie-gif.fr - Site Internet : www.ville-gif.fr

2 - Faire vérifier annuellement par un technicien compétent ou un organisme agréé les installations techniques suivantes :

- installations électriques (Art. R 143-34 du CCH et Art. GE 9 et Art. EL 19),
- VMC/CTA (Art. CH 57 et CH 58),
- chauffage (Art. CH 58),
- gaz (Art. GZ 30).

↳ **Rappel**

3 - Acquérir et tenir à jour un registre de sécurité par établissement (Art. R 143-44 du CCH).

En cours d'exploitation : renseigner le registre de sécurité par l'ensemble des sociétés intervenant dans le contrôle et la maintenance des installations de sécurité (tampon, date et signature des entreprises) et annexer à ce registre les bons d'exécution attestant et décrivant les travaux effectués (Art. R 143-44 du CCH).

↳ **Rappel**

4 - Fournir le certificat de conformité relatif à l'installation gaz et l'annexer au registre de sécurité (Art. GZ 27).

↳ **Rappel**

5 - En cours d'exploitation, désigner pour chaque établissement, le responsable sécurité incendie (Art. R 143-16 du CCH).

↳ **Rappel**

6 - Renseigner de façon régulière le livret de chaufferie et justifier de la dernière vérification. Fournir l'attestation de ramonage.

↳ **Rappel**

7 - Effectuer des exercices périodiques d'évacuation et les mentionner sur le registre de sécurité ainsi que les problèmes éventuellement rencontrés. Parmi ces problèmes peuvent figurer notamment les problèmes d'audibilité de l'alarme incendie dans certaines parties du bâtiment. Le premier exercice devra se dérouler obligatoirement au cours du premier mois de l'année scolaire (Art. R 47 du RS 1965 ; Art. R 33 du RS 1980).

↳ **Rappel**

8 - Déverrouiller, maintenir libre en permanence et débarrasser de tous objets et matériels divers, les issues de secours et les cheminements qui y conduisent (Art. CO 37).

↳ **Délai : 1 mois**

9 - Tous les travaux, aménagements ou modifications même non soumis à permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du Maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente (Art. L 122-3 de la Loi du 13/07/1991, R 122-8 et R 122-20 du Décret du 17/05/2006).

↳ **Rappel important**

OBSERVATIONS MAINTENUES :

10 - Matérialiser les cheminements qui ne sont pas délimités par des parois notamment au niveau des zones EAS (Art. CO 35).

↳ **Délai : 3 mois**

11 - Vérifier annuellement par un technicien compétent ou un organisme agréé les installations techniques suivantes :

- de gaz (Art. GZ 30),
- les installations électriques (Art. R 123-43 du CCH et Art GE 9 et Art. EL 19).

↳ **Délai : 6 mois**

12 - Renseigner le registre de sécurité par l'ensemble des sociétés intervenant dans le contrôle et la maintenance des installations de sécurité (tampons, date et signature des entreprises) et annexer à ce registre les bons de d'exécution attestant et décrivant les travaux effectués (Art. R 123-51 du CCH).

↳ **Permanent**

13 - Initier le personnel de l'établissement au fonctionnement du système d'alarme et l'informer de la signification du signal sonore d'alarme générale (Art. MS 67 et 69).

↳ **Délai : 3 mois**

14 - Porter sur le registre de sécurité la date des exercices d'instruction du personnel (Art. MS 51).

↳ **Permanent**

15 - Assurer la continuité électrique par des batteries ou onduleur de la ligne téléphonique par « box ADSL, fibre, etc... » et en connaître l'autonomie. (Note d'information DGSCGC/DSP/SDIAS/BPRI 06 du 24 janvier 2017) (Art. MS 70).

↳ **Délai : 6 mois**

16 - Formaliser dans le registre de sécurité les modalités d'évacuation ou de mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie (Art. GN 8).

↳ **Permanent**

17 - Réaliser un contrôle mensuel de l'allumage de toutes les lampes de l'éclairage de sécurité et semestriel de l'autonomie d'au moins une heure des blocs autonomes d'éclairage de sécurité. Référencer le résultat de ces contrôles dans le registre de sécurité (Art. EC 14).

↳ **Permanent**

NOUVELLES OBSERVATIONS :

18 - Remettre en état la DAI (Art. MS 57).

↳ **Délai : 6 mois**

19 - Remettre le ferme porte du vestiaire homme de la salle de sport (porte identifiée CF).

↳ **Délai : 3 mois**

20 - Supprimer les installations volantes et multiprises de la salle de sport (Art. EL 11).

↳ **Délai : 1 mois**

21 - Disposer d'un bloc autonome portable d'intervention (BAPI) dans le TGBT de l'étage (Art. EL5).

↳ **Délai : 1 mois**

22 - Revoir la signification et le consignes des EAS (Art. CO 59).

↳ **Délai : 3 mois**

23 - Remettre en état l'éclairage de sécurité de l'EAS en terrasse côté cuisine (Art. CO 59).

↳ **Délai : 3 mois**

24 - Interdire le calage des portes munies de ferme-portes, notamment dans la cuisine et la salle de sport (Art. CO 24 et CO 28).

↳ **Délai : immédiat**

25 - Régler le dispositif permettant d'assurer la fermeture complète des portes (Art. CO 44).

↳ **Délai : 3 mois**

26 - **Assurer la présence permanente d'un représentant** de la direction pendant la présence du public pour assurer les premières mesures de sécurités (Art. MS 52) dans l'établissement.

Toutefois, concernant la « salle de sport du Lieu de Vie », il est admis que cette présence ne soit plus garantie sous réserve :

- d'être joignable en permanence et en mesure de rejoindre l'établissement dans les délais les plus courts.
- que des consignes claires soient données au service de sécurité assuré par l'organisateur de l'événement (salle de sport).

Dans ce dernier cas, une convention « exploitant/organisateur » doit être signée et comporter les éléments suivants :

- identité de la ou des personnes responsable,
- activités autorisées,
- effectif maximal autorisé (moins de 300 personnes),
- périodes, jours et heures d'utilisation de l'établissement,
- dispositions relatives à la sécurité (moyens de secours mis à disposition, fonctionnement de l'alarme, prise en compte des personnes handicapées...),

- coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence.

Par la signature, l'organisateur certifie notamment qu'il a :

- pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité données par l'exploitant et s'engage à les respecter,
- procédé avec l'exploitation à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours,
- reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité (Règlement de sécurité, Art. MS 46 et Art. MS 52).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La Présidente de la
Commission Communale de sécurité,



Paula ASMAR



P.J. : Copie du procès-verbal de la commission communale de sécurité.

Copie : SDIS – Lieutenant LE BOUDEC

COMMUNE DE GIF-SUR-YVETTE

REFERENCE A RAPPELER

E27200205-000

2450-0029

PROCES – VERBAL

**DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

LIEU DE VIE PARIS SACLAY

GIF-SUR-YVETTE

Le 13 mars 2024 de 09:00 à 12:00, les membres de la Commission Communale de Sécurité pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. se sont réunis pour procéder à la visite de l'établissement LIEU DE VIE PARIS SACLAY, situé RUE JOLIOT CURIE 91190 GIF-SUR-YVETTE.

Mme ASMAR représentait Madame Monsieur le maire et présidait la Commission.

1. COMPOSITION DE LA COMMISSION

- M. HAMDI représentant de la commune,
- Lieutenant LE BOUDEC représentant M. le DDSIS

ASSISTAIENT A LA REUNION

Voir feuille de présence.

2. BUT DE LA VISITE

Les membres de la commission étaient réunis pour procéder à la visite Périodique de l'établissement.

3. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

HISTORIQUE

Cet historique a été réalisé à partir des pièces administratives (avis du SDIS, procès-verbaux des différentes commissions) présentes dans le dossier du Groupement Prévention/RCCI et comprend :

- **1^{er} aout 2012** – Compte-rendu de présentation du projet préalablement au dépôt de dossier de demande de permis de construire.
- **22 janvier 2013** : Avis de pièces manquantes à la demande d'autorisation de travaux n° 091 272 12 10013.
- **1^{er} mars 2013** : PV de la Sous-Commission Départementale pour la construction d'un bâtiment à R+3 à usage de restauration, d'espace sportif et de détente, avec demande de dérogation à l'article CO43 §3 – **Avis favorable.**
- **04 juin 2015** : demande de dérogation à l'article CO24 §1 reçue par courriel.
- 11/12/2015** : PV de la sous-commission départementale concernant la construction d'une structure métallique de 7 mètres en toiture, création de deux terrains de sport en terrasse, réaménagements intérieurs avec demande de dérogation à l'article CO24 §1.
- **07 juillet 2016** : PV de la CCS suite à la visite d'ouverture de l'établissement Lieux de vie, classé en type N en 2^{ème} catégorie – **Avis favorable**
- **04 décembre 2019** : PV de la CCS suite à la visite périodique de l'établissement Lieux de vie, classé en type N en 2^{ème} catégorie – **Avis favorable**

DESCRIPTIF

L'établissement, multi usages, est implanté dans un bâtiment à R + mezzanine + 3 et comprend les locaux suivants :

REZ DE CHAUSSEE

- **1 Cafétéria comprenant :**
 - 1 zone d'environ 19 m² à usage d'aire de vente,
 - 1 zone comptoir et vitrine de vente non accessible au public,
 - 2 réserves,
 - 1 salle de restauration cafétéria de 158,03 m²,

- 2 terrasses accessibles au public.
- 1 passage public couvert d'environ 6.70 mètres de large comprenant des emplacements « vélos ».
- 1 zone non accessible au public comprenant :
 - 1 local Gardien / PC sécurité (SSI de catégorie A) donnant sur un dégagement où débouche une cage d'escalier enclouée et une cage d'ascenseur donnant accès aux étages,
 - 1 local « eau »,
 - 1 local technique,
 - 1 hall d'accueil,
 - 2 locaux vestiaires, sanitaires,
 - 4 bureaux,
 - 1 local « Economat sec »,
 - 1 local « boissons »,
 - 1 local « produits d'entretien »,
 - 1 zone de livraison, décartonnage,
 - 1 local « poubelles » non réfrigéré,
 - 1 local « poubelles » réfrigéré,
 - 4 chambres froides dont une équipée d'un SAS,
 - 2 monte-charges.

MEZZANINE

- 1 mezzanine extérieure de 345 m² desservant :
 - 1 terrasse extérieure animée de 114 m²,
 - 2 zones « EAS »,
 - Des sanitaires,
 - 1 zone technique non accessible au public comprenant :
 - 2 monte-charges,
 - 1 local « VDI »,
 - 1 local « centrale froid »,
 - 1 local « TGBT »,
 - 1 local « TRANSFO » avec SAS,
 - 1 local « CTA, ventilation » de 122 m²,
 - 1 local technique.

1^{er} ETAGE

- 1 espace de restauration de 452,40 m²,
- 1 « EAS » comprenant 7 emplacements,
- 1 terrasse extérieure comprenant 1 « EAS » de 8 places,
- 1 espace de « Distribution Scramble cuisine ouverte » de 192,84 m² comprenant 4 zones de cuisson et une ligne de 3 caisses,
- 1 local technique.

Zone non accessible au public

- 1 cuisine de puissance supérieure à 20 kW comprenant :
 - 1 zone « cuisson »,
 - 1 zone « plonge, batterie »,

- 1 zone « déboitage »,
- 1 zone « légumerie »,
- 1 local « préparation froide »,
- 1 local « laverie »,
- 1 local « déchets tampons laverie »,
- 2 chambres froides.
- 2 monte-charges,

2^{ème} ETAGE

- 1 espace fitness, danse, de 152.80 m²,
- 1 espace de musculation, cardio training de 152.80 m²,
- 2 locaux vestiaires,
- 1 vestiaire encadrement,
- 2 locaux douches sanitaires,
- 1 SAS entre les vestiaires et les salles de sport,
- 2 zones « EAS »,
- 1 local « réserve »,
- 1 local technique,
- 1 local « ménage ».

3^{ème} ETAGE

- 2 terrains de sport en terrasse avec filet pare-ballons,
- 2 zones « EAS » situées à proximité des points d'accès depuis l'extérieur,
- 2 locaux techniques,
- 1 chaufferie avec 2 chaudières (536 kW)

DEROGATIONS ACCORDEES N° 1

- À l'article CO 43§3 relatif à la distance linéaire entre les montants les plus rapprochés de deux portes ou deux batteries de portes permettant la sortie d'un local est inférieure à 5 mètres par la SCD du 1^{er} mars 2013
- À l'article CO 43§3 relatif aux parois verticales des dégagements et des locaux doivent avoir un degré de résistance au feu défini par la SCD du 11 décembre 2016

Le pétitionnaire a sollicité les membres de la sous-commission de déroger au paragraphe §3 de l'article CO 43 qui prévoit notamment que « lorsque la distance linéaire entre les montants les plus rapprochés de deux portes ou deux batteries de portes permettant la sortie d'un local est inférieure à 5 mètres, celles-ci sont comptabilisées comme un seul dégagement totalisant un nombre d'unités de passage égal au cumul des unités de passage de ces portes ou de ces batteries de portes. Les éventuelles issues situées dans ces intervalles étant prises en compte que comme unités de passage.»

Avis sur la demande de dérogation

Au vu des issues prévues dans le dossier, les membres de la sous-commission départementale ont estimé que les dégagements prévus dans ce dossier respectaient la réglementation en vigueur.

DEROGATIONS ACCORDEES N° 2

Le pétitionnaire a sollicité les membres de la sous-commission de déroger au **paragraphe 1 de l'article CO 24** : «*Les parois verticales des dégagements et des locaux doivent avoir un degré de*

résistance au feu défini....en fonction de stabilité au feu exigé pour la structure du bâtiment ou de l'établissement. »

Mesures réalisées au projet :

Les parois de la circulation à l'air libre au niveau R+2, donnant sur la double hauteur du restaurant du R+1, réalisée en voile maçonné de coupe-feu de degré 1 heure avec élément verrier ne présentant pas de critère de résistance au feu.

Mesures compensatoires prévues :

Mise en œuvre de portes pare-flammes de degré ½ heure en sortie des salles de sport.

CARACTERISTIQUES PARTICULIERES DE L'ETABLISSEMENT

- **Accessibilité** : L'établissement sera accessible depuis la rue Joliot Curie qui desservira la façade accessible du bâtiment et formera une voie échelle.
- **Dégagements** : Les étages sont desservis au moyen de cages d'escalier à l'air libre et d'une cage d'escalier enclouonnée.
- **Moyens de secours** : L'établissement sera équipé d'un SSI de catégorie A associé à un équipement d'alarme de type 1 avec report dans la loge du gardien.
- **Déroptions** : 2 dérogations ont été accordées : articles CO 43§3 et CO 24§1.

EFFECTIF

- **Article N2 de l'arrêté du 21 juin 1982.**
- **Mode de calcul** : 1 personne par m² pour la restauration assise, et 3 personnes par m² pour les files d'attente.
 1. Soit $159 + 18 = 177$ personnes pour la cafétéria.
 2. Soit $185 + 453 = 638$ personnes pour le restaurant universitaire
- **Article L3 c) de l'arrêté du 5 février 2007.**
- **Mode de calcul** : 1 personne par m² de la surface de la terrasse animée extérieure.
 1. Soit 114 personnes.
- **Article X2 de l'arrêté du 4 juin 1982.**
- **Mode de calcul** : Suivant la déclaration du maître d'ouvrage.
- **Article PA2 de l'arrêté du 06 janvier 1983.**
- **Mode de calcul** : Suivant la déclaration du maître d'ouvrage.

		Public	Personnel
3^{ème} étage	Aire sportive	106 personnes	
	Total niveau	106 personnes	
2^{ème} étage	Espace de musculation / Cardio Training	35 personnes	
	Espace Fitness / Danse	37 personnes	
			/

	Total niveau	72 personnes	
1^{er} étage	Espace de consommation	453 personnes	10 personnes
	Espace de distribution	185 personnes	
	Total niveau	638 personnes	10 personnes
Mezzanine	Terrasse	114 personnes	
	Total niveau	114 personnes	/
RdC	Cafétéria	177 personnes	7 personnes
	Total niveau	177 personnes	7 personnes
TOTAL		1107 personnes	17 personnes

Propriétaire de l'établissement : CROUS de VERSAILLE

Responsable de l'établissement (Art. R 123-16 du CCH) : Mme Laurence ASSOUS (Directrice du CROUS)

Travaux effectués dans l'établissement depuis la dernière commission de sécurité en date du :
- Néant

4. REGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 Juin 1980 modifié contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, annexé au Code de la Construction et de l'Habitation (art. R 143-1 à R 143-47).

Il est classé dans le **type N** en **2ème catégorie** avec activité(s) de **type(s) L, X, T**.

5. DEROULEMENT DE LA VISITE

Les membres de la commission ont commencé par examiner les pièces administratives et rapports de vérifications, à savoir :

- **Portails (Art. CO 48) : mise en place en décembre 2023**
- **Procès-verbaux de comportement au feu (blocs-portes, revêtements de sol, muraux, rideaux, faux plafonds, gros mobiliers, exutoires de désenfumage (C.E.T.I.A.T ou NF S 61-937) : sans objet**
- **Installations électriques et éclairage de sécurité (Art. EL 19 et EC 14) :**
 - Rapport du bureau de contrôle VERITAS en date du 14/02/2023 – rapport non recevable suite à erreur de catégorie (5^{ème} catégorie) – **voir observation**
 - Vérification annuelle de l'installation par les techniciens compétents du CROUS

- Contrôle mensuel de l'allumage de toutes les lampes de l'éclairage de sécurité et semestriel de l'autonomie d'au moins une heure des blocs autonomes d'éclairage de sécurité non réalisé (Art EC 14 §3)
- **Installations de gaz (Art. GZ 30) : voir observation**
 - Rapport du bureau de contrôle VERITAS en date du 10/02/2023 (1 observation)
 - Essai d'étanchéité sur le réseau gaz effectué par la société IDEX en date du 03/04/2023 : aucune fuite
- **Installation de chauffage (Art. CH 58) : 2 chaudières**
 - Puissance : 536 kW
 - Contrat d'entretien effectué avec la société IDEX
 - Dernière vérification effectuée par la société IDEX en date du 07/02/2042 (dont ramonage le 17/04/2023)
- **Centrale de Traitement d'Air (CTA) et/ou Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC) (Art. CH 58) :**
 - Contrat d'entretien effectué avec la société IDEX
 - Dernier entretien de la CTA/VMC effectué par la société IDEX en date du 05/05/2023
 - Dernier entretien de la VMC effectué par la société HOTTES CLEAN en date du 23/01/2024
 - Dernier entretien des conduites effectué par la société IDEX en date du 05/05/2023
- **Fluides Frigorigènes (Art. CH 35) :**
 - Vérification des installations effectuée par la société IDEM.
- **Ascenseurs et monte-charges (Art. AS 8 à AS 10) : 1 ascenseur et deux monte-charges**
 - Rapport du bureau de contrôle VERITAS en date du 20/04/2021 (2 observations ascenseur et 14 observations sur les 2 monte-charges)
 - Vérification des ascenseurs effectuée par la société ORONA en date du 12/03/2024
- **Appareils de cuisson en « grande cuisine » : cuisine dite « fermée et ouverte » et puissance > 20 kW (Art. GC 21 et 22) :**
 - Contrat d'entretien effectué avec la société AMITECH
 - Vérification des appareils de cuisson effectuée par la société AMITECH en date du 20/04/2023
 - Nettoyage des ventilateurs, des circuits d'extraction d'air vicié, de buées et de graisses, ainsi que des dispositifs de récupération de chaleur disposés éventuellement dans ces circuits effectué par la société HOTTES CLEAN en date du 23/01/2024
 - Entretien régulier et ramonage, au moins semestriel, des conduits d'évacuation effectué par la société HOTTES CLEAN en date du 23/01/2024
- **Moyens de secours :**
 - SSI
 - Rapport du bureau de contrôle VERITAS concernant la vérification triennale du S.S.I (Art. MS 73) de catégorie A en date du 12/07/2021 (6 observations)
 - Rapport de vérification du S.S.I (Art. MS 68) effectuée par la société ERIS en date du 28/11/2023
 - Contrat d'entretien de la détection incendie (Art. MS 58) effectué avec la société ERIS
 - Rapport de vérification de l'alarme incendie (Art. MS 68) effectuée par la société ERIS en date du 28/11/2023

- Vérification du désenfumage (Art. DF 10) effectuée par la société AUBE SECIRITE en date du 28/09/2023
- Vérification des extincteurs (Art. MS 38) effectuée par la société AUBE SECURITE en date du 30/05/2023
- Installation d'extinction automatique des friteuses
 - o Rapport d'entretien de l'installation effectuée par la société DESAUTEL en date du 09/11/2023
 - o Contrat d'entretien de l'installation effectué auprès de la société DESAUTEL
- **Formation du personnel (Art. MS 48, MS 51, MS 67, MS 69 et MS 72) :**
 - Sécurité incendie : le personnel a été formé par la société CERFOS en date du 23/03/2021
 - Formation équipement d'alarme : le personnel n'a pas été formé.
- **Dernier exercice d'évacuation référencé :**
- **Registre de sécurité : présent / suivi :**

et réalisé par sondage les essais techniques suivants :

- Alarme de type 1 sur SSI de catégorie A depuis DI : essais positifs
- Détection Z 2/01 R+1 : essais positifs
- Eclairage de sécurité : essais positifs
- Désenfumage salle restauration R+2 : essais positifs non satisfaisant
- Asservissements
 - o Portes à fermeture automatique (Art. CO 47) : essais positifs
- Déverrouillage des issues de secours (Art. CO 46 et MS 60) :
 - o sur alarme: essais positifs
 - o sur déclencheur manuel: essais positifs
- Coupure électrique d'urgence (Art. EL 11) : essais positifs
- Coupure Force Cuisine (Art. GC 4) : essais positifs
- Evacuation du public et du personnel : essais positifs

Les membres de la commission ont ensuite procédé à la visite de l'ensemble des locaux de cet établissement.

6. OBSERVATIONS

Au cours de la visite, les membres de la commission ont formulé les observations suivantes :

OBSERVATIONS PERMANENTES

1. Lever les observations mentionnées dans les rapports de contrôle visé(s) à la section "Installations Électriques, gaz, moyens de secours" et transmettre au secrétariat de la commission de sécurité (MAIRIE) les pièces administratives attestant la réalisation des travaux de mise en conformité correspondants. (Art. R 143-41 et R. 143-34 du CCH)

REMARQUE : les pièces administratives mentionnées ci-dessus devront être constituées par des lettres de levée de réserves établies soit par des personnes ou des organismes agréés par le ministre de l'intérieur, soit par les techniciens compétents ayant réalisé les travaux de mise en conformité. Dans tous les cas, il est impératif que les levées des réserves fassent référence explicitement* aux observations mentionnées sur le rapport de contrôle sur la base duquel les travaux de mise en conformité ont été réalisés, et qu'elles soient accompagnées d'un état récapitulatif des observations non levées.

(*) : Numéro de l'observation ou formulation de celle-ci ; Date et numéro de référence du rapport ; Nom de l'organisme ayant réalisé le rapport.

2. Rappel : faire vérifier annuellement par un technicien compétent ou un organisme agréé les installations techniques suivantes :
 - installations électriques (Art. R 143-34 du CCH et Art. GE 9 et Art. EL 19),
 - VMC / CTA (Art. CH 57 et CH 58),
 - chauffage (Art. CH 58),
 - gaz (Art. GZ 30).
3. Acquérir et tenir à jour un registre de sécurité par établissement (Art. R 143-44 du CCH).
Rappel : en cours d'exploitation : renseigner le registre de sécurité par l'ensemble des sociétés intervenant dans le contrôle et la maintenance des installations de sécurité (tampon, date, et signature des entreprises) et annexer à ce registre les bons d'exécution attestant et décrivant les travaux effectués (Art. R 143-44 du CCH)
4. Rappel : fournir le certificat de conformité relatif à l'installation gaz et l'annexer au registre de sécurité (Art. GZ 27)
5. En cours d'exploitation, désigner pour chaque établissement, le responsable sécurité incendie (Art. R 143-16 du CCH)
6. Renseigner de façon régulière le livret de chaufferie et justifier de la dernière vérification. Fournir l'attestation de ramonage.
7. Rappel : effectuer des exercices périodiques d'évacuation et les mentionner sur le registre de sécurité ainsi que les problèmes éventuellement rencontrés. Parmi ces problèmes peuvent figurer notamment les problèmes d'audibilité de l'alarme incendie dans certaines parties du bâtiment. Le premier exercice devra se dérouler obligatoirement au cours du premier mois de l'année scolaire. (Art. R 47 du RS 1965; Art. R 33 du RS 1980)
8. Déverrouiller, maintenir libre en permanence, et débarrasser de tous objets et matériels divers, les issues de secours et les cheminements qui y conduisent (Art. CO 37)
9. Rappel important : tous les travaux, aménagements, ou modifications même non soumis à permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du Maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente (Art. L 122-3 de la Loi du 13/07/1991, R 122-8 et R 122-20 du Décret du 17/05/2006).

OBSERVATIONS MAINTENUES

10. Matérialiser les cheminements qui ne sont pas délimités par des parois notamment au niveau des zones EAS. (Art. CO 35)
11. Vérifier annuellement par un technicien compétent ou un organisme agréé les installations techniques suivantes :
 - de gaz (Article GZ 30),
 - les installations électriques (Art. R 123-43 du CCH et Art. GE 9 et Art. EL 19).

12. Renseigner le registre de sécurité par l'ensemble des sociétés intervenant dans le contrôle et la maintenance des installations de sécurité (tampon, date, et signature des entreprises) et annexer à ce registre les bons d'exécution attestant et décrivant les travaux effectués (Art. R 123-51 du CCH)
13. Initier le personnel de l'établissement au fonctionnement du système d'alarme et l'informer la signification du signal sonore d'alarme générale (Art MS 67 et 69).
14. Porter sur le registre de sécurité la date des exercices d'instruction du personnel (Art. MS 51).
15. Assurer la continuité électrique par des batteries ou onduleur de la ligne téléphonique par « box ADSL, fibre, etc.. » et en connaître l'autonomie.
(Note d'information DGSCGC/DSP/SDIAS/BPRI 06 du 24 janvier 2017) (Art. MS 70)
16. Formaliser dans le registre de sécurité les modalités d'évacuation ou de mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie. (Art GN 8)
17. Réaliser un contrôle mensuel de l'allumage de toutes les lampes de l'éclairage de sécurité et semestriel de l'autonomie d'au moins une heure des blocs autonomes d'éclairage de sécurité. Référencer le résultat de ces contrôles dans le registre de sécurité (Art. EC 14).

NOUVELLES OBSERVATIONS

18. Remettre en état la DAI de la cuisine (Art. MS 57)
19. Remettre le ferme porte du vestiaire homme de la salle de sport (porte identifiée CF)
20. Supprimer les installations volantes et multiprises de la salle de sport (Art. EL 11)
21. Disposer d'un bloc autonome portable d'intervention (BAPI) dans le TGBT de l'étage (Art. EL5)
22. Revoir la signalisation et les consignes des EAS (Art. CO 59)
23. Remette en état l'éclairage de sécurité de l'EAS en terrasse côté cuisine (Art. CO 59)
24. Interdire le calage des portes munies de ferme-portes, notamment dans la cuisine et la salle de sport (Art. CO 24 et CO 28).
25. Régler le dispositif permettant d'assurer la fermeture complète des portes (Art. CO 44)
26. **Assurer la présence permanente d'un représentant** de la direction pendant la présence du public pour assurer les premières mesures de sécurité (Art MS 52) dans l'établissement.
Toutefois, concernant le « salle de sport du LIEU DE VIE », il est admis que cette présence ne soit plus garantie sous réserve :
 - d'être joignable en permanence et en mesure de rejoindre l'établissement dans les délais les plus courts
 - que des consignes claires soient données au service de sécurité assuré par l'organisateur de l'évènement (salle de sport).
 Dans ce dernier cas, une convention « exploitant/organisateur » doit être signée et comporter les éléments suivants :
 - identité de la ou des personnes responsables;
 - activités autorisées;

- effectif maximal autorisé (moins de 300 personnes);
- périodes, jours et heures d'utilisation de l'établissement;
- dispositions relatives à la sécurité (moyens de secours mis à disposition, fonctionnement de l'alarme, prise en compte des personnes handicapées...);
- coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence;

Par la signature, l'organisateur certifie notamment qu'il a :

- pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité données par l'exploitant et s'engage à les respecter;
- procédé avec l'exploitant à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours;
- reçu de l'exploitant une information sur la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement.

Un exemplaire de cette convention doit être annexé au registre de sécurité (*Règlement de sécurité*, art MS46, art MS52).

7. AVIS DE LA COMMISSION

N'ayant, à l'issue de la visite, constaté aucune anomalie susceptible de mettre en danger les occupants de l'établissement en cas d'incendie ou de panique, les membres de la commission communale émettent un AVIS FAVORABLE à la poursuite de l'activité de l'établissement.

Le maire assurera la notification du présent avis, et sa décision au chef d'établissement, soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, en précisant, le cas échéant, les délais de réalisation des prescriptions (R 143-42).

La commission rappelle par ailleurs qu'il appartient à l'exploitant de réaliser ou de faire réaliser les travaux découlant des observations qui précèdent dans les plus brefs délais.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12 h 50.

LA PRESIDENTE
Mme ASMAR

Mairie de GIF-SUR-YVETTE
M. HAMDI

LE SDIS
LTN LE BOUDEC





« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement automatisé en application de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et à l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste des établissements recevant du public ».

COMMUNE DE GIF-SUR-YVETTE

REUNION DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

FICHE DE PRESENCE

OBJET : Visite Périodique de LIEU DE VIE PARIS SACLAY, commune de GIF-SUR-YVETTE

DATE : 13 mars 2024

NOM	ORGANISME	EMARGEMENT
Handi Adam	Charge' d'op	
ASTAR Paula	Mairie Gif	
ARONVALI Valérie	élue Gif	
MULLARD Emmanuel	CROUS	
BARSON Sébastien	CROUS	
SIMOND Wilfried	CROUS	
KOENIG Romane	CROUS	
VIEIRA Helisso	CROUS	
ALMARCEAUX Soaheini	Géolamie Gif/Yvel	
SÉHIER Nicolas	CROUS de Versailles	
DRAME Lassana	Société ERIS /SSI	
LTN LE BOUDEC	SDIS 91	